



Élections autonomiques : tous avec le Lehendakari !

**Iparralde et le
nouveau statut**
page 3

**L'homme
courage**
page 12

**La faillite
de l'État**
page 13

ISSN 1285 199X



9 771285 199000

Vote de confiance

Le printemps politique est arrivé dans l'Etat français. Avec son éternel cortège de manifestations contre la baisse du pouvoir d'achat mais parallèlement contre la compétitivité nécessaire devant le mouvement accéléré de la globalisation. Le mal français, après avoir hiberné plus que de saison, a repris les citoyens : la société est bloquée.

Les Européens regardent médusés l'exception française, mais aussi souvent exaspérés lorsqu'ils sont coincés sur les aéroports parisiens, et se demandent s'il faudra faire un jour l'Europe politique sans la France ! Et ne parlons pas des peuples pris dans la nasse des frontières de l'Etat qui voient leur langue et leur culture s'étioler et leurs chances de réussite économique s'éloigner.

Car aujourd'hui les économistes ou les chefs d'entreprises, inquiets des mauvais signes économiques comme la dette par habitant ou le déficit de l'Etat français, reconnaissent le miracle économique d'Euskadi, à quelques encablures de l'Adour. Mise à part la coopération transfrontalière balbutiante, ils se refusent pour l'instant à franchir le Rubicon de la politique basque : si Euskadi réussit, si on parle désormais d'un miracle de l'autre côté de la Bidassoa, c'est bien parce qu'il y a là-bas une forte autonomie. Plus d'auto-gouvernement, c'est plus de richesse et plus de bien-être.

C'est ce thème notamment que nous développerons dans ce numéro mais aussi dans quelques jours dans vos boîtes aux lettres. Vous recevrez alors un document d'information sur l'autonomie du Pays basque Sud, ses origines, son fonctionnement, son avenir et une analyse pour nos trois provinces du Nord. Les incidences du nouveau statut sur notre vie quotidienne sont en effet à prévoir et à connaître.

Cette campagne commune entre les membres de la coalition électorale, EAJ-PNB et EA, au-delà des lecteurs habituels de LEMA permettra à nos compatriotes de mieux appréhender une réalité si proche mais si lointaine parfois. Concrètement dans quelques semaines, Euskadi va renouveler son Parlement qui élira un nouveau gouvernement. Ce n'est plus comme il y a quatre ans la lutte entre les anti-basques de la droite espagnole et les partisans de l'autonomie et du vivre ensemble. Cette année il s'agit d'aller avec la coalition EAJ-PNB et EA vers toujours mieux d'autonomie ou de stagner avec des socialistes souriants mais prêts à revenir sur cette même autonomie dès qu'ils le pourront. D'autant plus que pour avoir la majorité, les socialistes devraient s'allier avec la droite espagnole qui freinerait tout avancée. En fait, le PP et le PSOE tentent de dissimuler leur but réel : la droite continue à vouloir éradiquer le fait basque et toute trace d'autonomie dans l'Etat espagnol. Cela a le mérite d'être clair. Le PSOE apprenti sorcier de la politique envoie de nombreux ballons sonde. Entre un plan bis enterré très vite, la notion de communauté nationale retirée sans ménagement et la publication de chiffres alarmistes mais faux sur l'économie, le PSOE se cherche mais cherche avant tout des électeurs. Face à eux, le Lehendakari Juan Jose Ibarretxe qui continue à tendre la main, à vouloir dialoguer et entend bien faire avancer le projet du Parlement basque. Car l'avenir d'Euskadi et de ses citoyens dépend de ce projet. Le 17 avril prochain, le peuple basque choisira et dira quelle voie il veut emprunter. Nul doute qu'il exprimera sa confiance à la coalition clairement avec une majorité forte. C'est ce que l'on peut souhaiter de mieux au Pays basque.

Espaniak
BAi
Europari
eta
EZ
Euskadiri

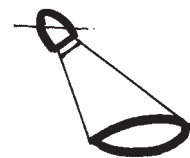


Euskadik
BAi
Europari
eta

Espaniari ...
Erantzuna emango
diogu apirilaren 17an!

Argi eta garbi
izango da !

Giorika



Un livret pour le nouveau statut

Les militants d'EAJ-PNB et d'EA d'Iparralde se demandaient comment ils pourraient relayer la campagne en faveur du projet de nouveau Pays basque, dit plan Ibarretxe. Ils ont alors imaginé un petit livret illustré de 8 pages qui sera diffusé, début avril, dans tous les foyers d'Iparralde et des réunions publiques avec des acteurs de premier plan du projet : des élus du parlement basque.

Explications.

Le plan Ibarretxe, quézaco ? A l'énoncé de ce nom, la réaction la plus souvent entendue de ce côté-ci de la Bidasoa, c'est souvent l'interrogation. Oui, qu'est ce que le plan Ibarretxe, devenu depuis celui porté par tout un Parlement ?

Pour mieux le faire connaître, EAJ-PNB et EA éditent une plaquette de 8 pages. Son avantage ? Elle sera diffusée sur l'ensemble du Pays basque nord, via vos boîtes à lettres.

Ce sera l'occasion de montrer ce que recouvre la réalité d'Euskadi, les évolutions attendues suite à la mise en place du plan et l'intérêt qu'en retirera Iparralde.

L'exemple d'Euskadi

La réussite économique et politique basée sur l'autonomie et la responsabilité est indiscutable. La communauté autonome basque n'attend pas qu'on lui donne, elle saisit toutes les opportunités qui se présentent à elle.

Au sortir des années 80, son économie est au plus mal avec un taux de chômage de près de 23%. Que fait-elle ? Grâce à une autonomie fiscale négociée avec l'Espagne, Euskadi se donne les moyens de ses ambitions en réorientant sa politique économique. Des grosses industries héritées du XIX^{ème} siècle on passe, en 20 ans, à des activités modernes basées sur la machine outil ou l'aviation.

Résultat, aujourd'hui le taux de chômage n'est plus que de 7%. Pour mémoire, en France il est 3 points au dessus.

Une économie en croissance

Ces résultats économiques se sont traduits par une augmentation du pouvoir d'achat de ses habitants. Et pourtant, il n'y a pas si longtemps encore, quand on disait qu'on allait " en Espagne ", c'était un peu sur un ton condescendant. Maintenant quand on voit le nombre de grues et de chantiers en cours, on se tait.

Bien sûr il n'est pas question de dire que tout est rose. Mais là à nos portes, il existe un marché très proche de gens avec qui nous avons des affinités, cultu-

relles au moins, et qui est sous exploité. L'autre intérêt de cette plaquette sera d'aider à tordre le cou à des rumeurs savamment orchestrées. Des rumeurs relayées par des personnes, journalistes et politiques, non pas souvent mal informés, mais volontairement acteurs de désinformation.

Le nouveau statut chez nous ?

Et Iparralde dans tout ça ? Certes, le plan s'adresse avant tout aux trois provinces de la communauté autonome d'Euskadi. Mais il contient des propositions pour renforcer les liens des deux côtés de la Bidasoa. Et pas seulement au niveau de la culture...

Pour que vous vous fassiez une meilleure idée de tout cela, des élus francophones du parlement basque ont accepté de faire le déplacement pour vous informer. Des réunions aux quatre coins du Pays basque nord vous accueilleront à partir du 9 avril: 1 dans chacune des 3 provinces et 2 thématiques consacrées à un sujet plus particulier (voir ci-dessous). En attendant, surveillez bien votre boîte aux lettres. Une enveloppe cachetée, sans signe extérieur apparent (pour respecter la loi française), contiendra ce petit livret en couleur. 8 pages que nos équipes, secondées par de professionnels, ont tenté de rendre le plus agréable possible à lire. Vos réactions et témoignages de lecteurs seront les bienvenus.



Les rendez-vous près de chez vous

Maule-Mauléon

Samedi 9 avril, 10h30, centre multiservices (salle Orhi)
Invités : Onintza Lasa (députée EA), Iñaki Gerrenabarrena (député EAJ-PNB), Jose Mari Muñoa (gouvernement basque).

Garazi-St Jean Pied de Port

Samedi 16 avril, 10h30, cité administrative
Invités : Gema Gonzalez de Txabarri (députée EAJ-PNB), Martin Aranburu (député EA)

Baiona-Bayonne

Samedi 16 avril, 18h, salle Lauga
Invités : Gema Gonzalez de Txabarri (députée EAJ-PNB), Martin Aranburu (député EA)

Deux réunions thématiques

Ezpeleta - Espelette

Samedi 9 avril, 15h, salle de la mairie
Invités : Onintza Lasa (députée EA), Iñaki Gerrenabarrena (député EAJ-PNB), Jose Mari Muñoa (gouvernement basque).

Thème :

l'économie de demain en Pays basque

Uztaritze-Ustaritz

Vendredi 15 avril, 19h, salle Lapurdi
Invités : Eider Mendoza (députée EAJ-PNB), Nekane Alzelai (députée EA).

Thème :

La culture de demain en Pays basque



Intervention

Nous avons annoncé dans le LEMA 88 de février, qu'aucun parlementaire du Pays basque n'avait pu se rendre à l'Assemblée Nationale ou au Sénat à Paris pour le vote sur l'amendement sur les langues régionales.

Après information, il convient de préciser que le député-maire de Bayonne n'a pu matériellement s'y rendre puisqu'il subissait ce même jour une intervention chirurgicale à Bordeaux. Mais il faut néanmoins noter qu'il était co-signataire de cet amendement qui n'a pu malheureusement être adopté et qui avait été déposé par Marc le Fur, Marylise Lebranchu, Jean-Yves le Drian et François Bayrou.

Souhaitons donc bon rétablissement au Docteur Jean Grenet et soyons certains qu'il sera présent et actif, plutôt deux fois qu'une, richesse linguistique basque et gasconne oblige entre Nive et Adour, lors d'un prochain vote sur ces mêmes langues.

L'exception basque

Très instructive la carte des Pays publiée par le Conseil régional d'Aquitaine dans le dernier numéro de son journal. Un seul pays recouvre exactement une réalité historique, culturelle et humaine: le pays Pays basque. Le Béarn est, lui, saucissonné avec plus ou moins de bonheur en 4 zones ne correspondant qu'à la somme des intérêts de certains de ses élus. Et voilà ce qui tracasse Jean Jacques Lasserre : les Basques sont unis à travers un pays, un biltzar des maires, un schéma de développement et maintenant un office de la langue basque. Il ne manquerait plus qu'ils aient un département...

Le masque tombe

On se demandait d'où et quand viendrait l'offensive des anti-département Pays basque. Maintenant, on le sait. La création à Donapaleu - St Palais, le 19 mars dernier, d'une association regroupant une petite centaine d'élus ruraux du Béarn et du Pays basque sonne clairement le rappel des " unionistes ". Mais que nenni !, répondent en cœur les promoteurs de l'initiative, Barthélemy Aguerre, le conseiller général de St Palais, Jean Jacques Loustaudaudine, Jean Pierre Mirande ou Michel Arhancet. Il ne s'agirait que d'un innocent rassemblement d'élus, bons amis, voulant défendre le monde rural.

Le fait que tous soient des opposants au département Pays basque, à la chambre d'agriculture et plus généralement aux revendications portées par

Batera n'est certainement dû qu'au hasard. Et comme le hasard fait toujours bien les choses, la nouvelle association à la chance de ne réunir essentiellement que des élus UDF ou UMP et aucun élu de sensibilité abertzale, voire euskaltzale. Dernier coup de pouce du destin, la voiture de Jean Jacques Lasserre est tombée en panne à St Palais ce jour là. Et devinez où il est allé chercher un garagiste ?

Office public euskara: c'est parti !

On n'en est pas encore à son officialisation, mais la reconnaissance de la langue basque progresse. Une nouvelle preuve en a été apportée avec le lancement de l'Office public de la langue basque, fin février. Il sera chargé de la politique culturelle en basque et deviendra l'interlocuteur unique des communes et associations en matière de financement. Flanqué de ses deux vice-présidents Frantxo Maitia et Vincent Bru, Max Brisson envisage même de mettre en place une politique linguistique en faveur de l'euskara à l'horizon 2007. Seul petit bémol, la place attribuée à l'euskara à la télévision ne semble pas prise en compte. ETB, qui en la matière fait référence, n'est même pas invitée à participer au comité consultatif. Un petit oubli facilement réparable...

Un euro pour l'euskara

Un euro, c'est ce que versera par le biais de sa commune, chaque habitant du Pays basque en faveur du syndicat intercommunal de soutien à la culture basque. C'est à l'unanimité que les élus ont pris cette décision le 12 mars dernier. Une somme symbolique (mais quasiment doublée puisque elle passe de 0.55 centimes à un euro) qui permettra de financer le tout nouvel Office public de la langue basque et de continuer à soutenir l'Institut culturel basque. Le syndicat présidé par le maire de Kanbo, Vincent Bru, gèrera désormais un budget de 280 000 euros.

Ongi etorri Mikel

C'est le baigorriar Mikel Erramuspe qui tiendra désormais les rênes de l'Institut culturel basque. Ce directeur de collège de l'enseignement catholique, déjà bien connu dans le milieu culturel, succède à Erramun Bachoc. Avec son départ, c'est une page ouverte il y a 10 ans qui se tourne. Celle des temps héroïques et du long cheminement vers la reconnaissance. Peut-être que la plus belle des récom-

penses pour fêter le départ d'Erramun Bachoc, sera la création de l'Office public euskara, qui résonne comme une reconnaissance supplémentaire du fait culturel basque.

Ecole sauvée ?

L'école de Larraine-Larrau, dont nous parlions dans notre numéro précédent, est sauvée ! Elle l'a été, grâce à la mobilisation des Larraintar et des villages voisins. Mais aussi grâce à l'action combinée d'un ministre ayant des attaches en Soule, François Fillon, et d'une décision du premier ministre sur " un moratoire dans la fermeture de services publics ". Mais ce moratoire ne court que jusqu'en janvier 2006. Et après? Dommage qu'au lieu de décréter des mêmes règles pour des situations qui sont très différentes (Larraine est un cas à part au vu de sa situation géographique) on n'en ait pas profité pour reconnaître qu'un cas exceptionnel mérite une mesure exceptionnelle. Mais le train de l'égalité républicaine a encore une fois déraillé et pourrait très bien repasser très bientôt avec, cette fois là, une mauvaise nouvelle...

Artisans : bis repetita

Chez les artisans, les années passent mais les résultats des élections internes pour la chambre des métiers, eux, se ressemblent : forte abstention (76%) et réélection de l'équipe sortante. Dirigée par Bernard Cazala, Artisans 64 rafle quasiment tous les sièges (sauf 4 sur 12 dans le collège organisations professionnelles). Le pari de l'union entre certains professionnels du bâtiment et des services et les artisans basques d'Ofizialeak n'aura pas réussi. Reste maintenant à suivre de près l'avancement du projet annoncé par l'équipe dirigeante lors de la campagne: une nouvelle université des métiers à Bayonne, sur le modèle de celle qui vient d'être inaugurée à Pau.



mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA

Tel : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84

Resp. de publication : Philippe DULUC

IMPRIMERIE DU LABOURD - BAYONNE

COMITÉ DE RÉDACTION :

Fernando ALMANDOZ, Aitor ARANDIA,

Jean BARENETCHE,

Ramuntxo CAMBLONG, Gilles CHOURY,

GORKA, Christophe IRASSART

Béñat OTEIZA, Manuel VAQUERO.

N° CPPAP 0608 P 11238



Ibarretxe lehendakaritzari buruz (jarraipena eta bururatzea)

Ydaletxean eta legebiltzarrean egin lanen ondotik Ibarretxeren asmoak ziren : bere tesia bukatu eta bereziki Estatu Batuetara joan "stage" haren egitera. Lariatua zen helburu horrekin. Baina berak dion bezala Leonard Cohen-en hitz batzu orroitaraziz : "Gizonak, bere biziko planak egiten dituelarik deabrua leher eta zapartatzen da irriz".

Ezen, jada 1991n Ardantza lehendakariak pentsatua zuen, Ibarretxe bere ondora deitzea, baina politikazko oreka batzuen gatik ez zuen egin eta 1995n arras deliberatua zen J-J Ibarretxe lehendakariorde postuan ezartzea eta hori proposatzen dio. Beste kasuetan bezala (alkatetzarendako berdin zen) Ibarretxek ez eta ez erranen dio lehen batean. Baina, emeki emeki Ardantzak presio egiten dio erranez beste nehor ez duela. Azkenean, onhartuko du , izigarriko buruko minak pasatu ondoren, erabakia hartu arte. Ardantzak utzi nahia

zuen lehendakaritza (Euskadiren onerako eta bere onerako berak dion bezala, 14 urtez lehen postuan egon eta). Hasieran Ekonomia, butxeta eta sailen arteko kudeaketa egingo du. Ardantzak emeki emeki gero ta gehiago gauza utziko dio bere esku, nahi baitzuen frogatu lehendakari on bat eginen zuela. Denak airez aire eremaiten ditu Ibarretxek, eta bi urte t'erdiren buruan, lehendakari bis bat bezala bilakatua da. 1996n Aznarek hartzen du boterea Madrilen eta Euskadik negoziazio dorpe bat badu egiteko orduko Rodrigo Rato finantza ministroarekin. "Mahaian itzatuak bezala beharko gira egon" erraiten du Ibarretxek bere kolaboratzailei "prest egon zaizte luze jokatzeko". Negociazio-neak eguna pasatu ta gaua iraun zuen goizeko argi zirrinta agertu arte eta Ibarretxek irabazi zuen nahi zuen konzertu Ekonomikoa... eta, omen, Ratoren errespetua !! egiazki hatsa luze duen lasterkari baten gisan. Honen famak,

segur aski Pariseraingoko bidea egina zuen 2003n, izan zelarik bere proposamenaren erakusten, "Le Monde" egunkariak, aurkeztu zuen Ibarretxe "L'artisan de l'autonomie financière". Ardantzak pentsatzen du lehendakari izaiteko prest dagoela, Arzalluz -i eta alderdiari aipatzen du bere ideia. Berriz ere ez, ez eta ez erranen du Ibarretxek Arzalluzek ere erranen du kosta eginen zaiola konbentzitzea, baijan azkenean onhartuko du. J. Ortiz liburu egileak azpimarratzen duen bezala, Ibarretxe politiko atipikoa da, aginte desirari buruz ez du beste politiko gehienek bezala azpijokorik edo zango trabarik nehor egingo lehen tokira heltzeko. Bere gizon kalitateek, bere konpetentziak dute denen bistan lehen lerroan ezarriko. EEBB ra joan hegazkinaren eskalera utzi eta Ajuria Enekoak hartuko ditu eta, Gernikan zin egitean, hau idatziko du Juntetxeetako Urrezko liburuan : "Ze urgulu handia... euskaldun apal batentzat".



Euskal Herriko Unibersitateak 25 urte

Unibersitate publikoa 1980an abiatu zen Bilbon eta orain hiru hiriburuetan (Donosti, Gasteiz Bilbo) zabaltzen ditu bere erakaspenak sail guztiak betez, bai giza zientzietan bai natur zientzietan kalitatezko Unibersitatea bilakatzen ari da 70 000 ikasle dituen egitura hori. Aspalditik Deustoko jesuiten Unibersitatearen eta duela 5 urte ireki den Mondragon Unibersitatearen (hau enpresa munduari itzulita) artean egin du bere lekua. Eta Iparraldeko ikasleek noiz iza-

nen dute aski informazio erakaskuntza hoienguruan eta bizi moldearen inguruan. Hego aldera joateko, Akitania, Tolosa edo Parisera joan gabe. Eta gero askotan gune horietan lana atxeman eta hor egoiteko orde bere bizitza egiten, berriz euskal herriratzeko bidea hartzeko. Iparraldeak badu hurbiltasunaren posibilitate hori, Hego aldeari buruz eta hori ez luke galdu behar. Informazio on bat helarazi behar dugu Iparraldean lizeoetako ikasleeri.

Egunkaria Europarlamentuan

Hogoi ta bat eurodeputatuk aurkeztu dute ageri bat erranez Egunkariaren hestea (3º garren urtea otsail honetan hetsia izan zela eta hortako langileak beti mehatxatuak direla : J-M Torreal-dai, Iñaki Uribe, Marcelo Otamendi eta beste) euskal kazetaren heste hori beraz adierazpen askatasunaren kontrakoa izan dela eta giza eskubideak kolpatzen dituela. Deputatu horietan ziren Josu Ortuondo EAJkoa, Gerard Onesta berdea gaur egun lehendakari orde dena eta hauteskundetan iparraldean sustengatu ginuena, Watson ingeles liberal laboristen burua. Azken hau da taldearen buru eta PDRekin batean egiten dute ALDE deitu parlamentari multzoa (hirugarrena Europarlamentuan). Guk ere gure sustengua ekartzen dugu hemendik Egunkaria ohia langile mehatxatuari.

Mattin Bilbaoren kasua

Ikusi dugu Madrilen torturatua izan dela Iparraldeko hiritar hau. Ez dakigu zerbaitetaz hobendun den edo ez, baina edozein kasuetan torturak ezin onetsiak dira. Frantziak eta Espainak egoera hori estaltzen dute. Denetan aldarrikatu behar dugu torturen gertakari izugarri hori, bereziki Espainian, batzutan Frantzian. Amnesty International-ek badu ainitz egiteko munduan, bai ta Europa erdian ere. Guk ere lagun dezagun eta hemen berean aldarrikapenetan parte har dezagun !

Polynésie

Oscar Temaru, le leader indépendantiste, président de la Polynésie

A la suite de nombreux rebondissements, l'ancien douanier et maire de Faa'a, Oscar Temaru a été élu président et met fin au règne de 20 ans du chiraquien Gaston Flosse. Le nouveau leader engagé résolument dans une démarche pragmatique entend en priorité reconstruire l'économie de cet archipel. La Polynésie devra donc tourner le dos à une économie trop dépendante des subsides de l'Etat, utilisés de façon clientéliste et créer une véritable économie de production basée sur les atouts locaux. Pari osé, mais indispensable à toute émancipation.

L'UDB en a assez du nombrilisme parisien pour les JO de 2012

Suite à une sollicitation des 36 000 communes de France pour soutenir financièrement la campagne promotionnelle des Jeux Olympiques de 2012, l'Union Démocratique Bretonne appelle les maires de France à refuser cette demande. Pourquoi soutenir encore une fois une initiative qui va dans le sens de la concentration permanente des projets, des énergies, des hommes en région parisienne ? Ainsi «Paris s'attribue le prestige et les bénéfices et laisse aux autres villes les dépenses et l'anonymat». A quand une solidarité dans le sens capitale-province ?



Breizh
Bretagne



Catalunya del nord
Catalogne nord

Inquiétude économique et espoir en Catalogne nord

Cet territoire est délaissé par les institutions en place, notamment la région Languedoc Roussillon au profit de la capitale Montpellier. Le chômage déjà élevé a connu une hausse record de 2,2% en janvier 2005. La marginalisation se poursuit avec des abandons de projets, des fermetures d'entreprises. Mais l'heure n'est pas au découragement mais à l'action constructive. Une association d'acteurs socio-économiques Fem feina entend relever la tête. Elle regroupe toute personne attachée à la Catalogne qui veut promouvoir l'économie identitaire, la modernité dans une vie économique en mutation et les partenariats transfrontaliers avec la Catalogne sud. Bonne chance à Fem feina qui démontre l'énergie dégagée par l'attachement à un territoire. (source : www.bloc-catala.com)



La fédération Régions et Peuples Solidaires appelle au oui pour le Traité Constitutionnel Européen

L'été dernier en Catalogne nord, lors du dernier congrès de cette fédération dont EAJ-

PNB est membre, un débat avait été organisé à ce sujet. Une majorité des participants était favorable à ce Traité.

Cette orientation a été confirmée par la suite puisque la plupart des Partis membres soutiennent également ce Traité. C'est avant tout en tant que citoyen européen que les militants des partis ont réagi. La tendance au oui est dû à la démocratisation de l'Europe qui est manifeste : plus de pouvoirs au Parlement, au droit de pétition populaire.... Plus d'Europe, cela signifie aussi moins de pouvoir étatique. Des garde-fous à l'ultralibéralisme sont posés, la notion

de développement durable apparaît. Par contre, les avancées sur nos thèmes de prédilection comme la reconnaissance des peuples sans Etat, celle des langues minorisées, sont de l'avis unanime bien timides. Néanmoins, même si le chemin est long, un pas vers la bonne direction est posé. A l'impasse du Traité de Nice, R&PS préfère une Europe prête à l'élargissement en attendant l'ouverture à toutes les minorités nationales.

NAZIOARTETA

La télé en Araméen



Les assyro-chaldéens ont désormais leur télé, Suroyo TV. Lancée l'été dernier depuis la Suède, elle diffuse des programmes en araméen, l'une des plus anciennes langues parlées au moyen-orient. C'est une jolie victoire pour un peuple non reconnu officiellement, éclaté entre plusieurs pays (Irak, Syrie, Liban) et une diaspora présente sur tout le globe (notamment en Suède). Pour le moment, la voix des assyro-chaldéens peut se faire entendre grâce à une vingtaine de bénévoles et des dons privés.

(source: *Courrier International*)

EU contre COM

Finis, les ".fr" et les ".es" sur Internet? Peut-être, avec le lancement programmé cette année du ".eu", créé par la commission européenne. En fait, cette nouvelle extension sera plutôt amenée à concurrencer les ".com" et autres ".org" gérés par l'Icann, un organisme américain qui contrôle tout le système. C'est l'Eurid (European registry of internet domain names) qui gèrera l'extension ".eu" et devrait le commercialiser autour de 10 € auprès de sociétés spécialisées (le prix pour le public sera plus élevé). Le succès du dernier venu sur la toile dépendra de l'engouement des entreprises européennes. En cas d'échec, il pourrait très bien passer à la trappe comme le ".us" américain qui n'a jamais réussi à s'imposer.

(source: *Le Monde*)



Entre faucille et marteau

La Moldavie, ce n'est pas encore tout à fait l'Europe et ça n'en prend pas le chemin. Ce petit pays peuplé de 4.3 millions d'habitants, essentiellement roumains, mais rattaché à l'ogre soviétique à la fin de la seconde guerre mondiale, vient de réélire une majorité communiste. Pas des communistes du genre "en route vers la social démocratie" mais des purs et durs nostalgiques de la faucille et du marteau. Loin de nous l'idée de critiquer la décision d'un peuple (encore que certaines irrégularités aient été constatées lors du scrutin du 6 mars dernier) mais en 2005, cela semble un tantinet anachronique. A leur décharge, on précisera que le choix n'était pas très varié: communiste, nationaliste ou un parti pro-russe. Et puis, en bon cacique, le président communiste sortant avait su tourner casaque à temps en reniant ses accointances passées avec la Russie et en se rapprochant de l'Europe.

(source: *Le Monde*)





UN SUPPLEMENT D'AME POUR L'EUROPE

" Nous avons créé l'Italie, maintenant nous devons créer des italiens " : ces mots prêtés aux artisans de l'unité italienne au XIXème siècle pourraient s'appliquer à l'Union européenne.

La Constitution européenne en cours de ratification dans les différents Etats-Membres constitue indéniablement un saut qualitatif. Néanmoins, elle n'a pour but que de définir la règle du jeu communautaire ; c'est finalement son usage qui importera. Le projet européen, aussi précise que soit sa Constitution, demeure ainsi à la merci de la pratique qu'on en fera. On le voit bien, en France, à partir de la Constitution de la Vème République votée en 1958, les pratiques ont fortement varié selon la personnalité des Présidents ou des Premiers Ministres, des majorités parlementaires et des cohabitations, parfois même jusqu'à s'éloigner complètement de l'intention des rédacteurs. Autre exemple à méditer : la Constitution américaine ne compte que 7 articles et n'a donné lieu qu'à 27 amendements depuis deux siècles ; néanmoins la signification et les effets politiques de ce texte ont changé au gré des gouvernants et le Congrès américain interprète sa Constitution pratiquement chaque jour.

Une nouvelle communauté de destin

Par ailleurs, aucune construction juridique n'a jamais suffi à faire vivre une communauté de citoyens ; il faudra donc remplir le cadre, animer l'édifice. Et pour ce faire, il faut donc nous interroger sur notre identité et définir un projet politique. Le chantier ne fait que s'ouvrir. En effet, comme le dit Michel ROCARD, l'Europe n'est pas aujourd'hui une puissance organisée autour d'une volonté politique porteuse d'un projet. C'est essentiellement un espace de paix régi par le droit. Mais, c'est déjà un pas énorme au regard des épreuves que le continent européen a connu durant son histoire et notamment au XXème siècle où il a été le théâtre du mal absolu avec la négation même de l'Homme dans l'horreur des camps et de l'extermination planifiée.

L'Europe en a tiré un devoir de mémoire et de vigilance permanente qui est le fondement même de son unification.

Un ensemble de règles

Pour autant, cet espace de paix n'est pas producteur pour le moment d'une volonté commune véritable mais seulement d'un ensemble de règles composées de deux corpus juridiques :

- le premier concerne les droits de l'Homme : même s'il reste à compléter, c'est un modèle unique qui a vocation à être étendu au monde entier ;
- le deuxième concerne la production, la concurrence, le commerce et l'échange : même si ce bloc juridique

d'un sentiment d'appartenance à une véritable communauté. Ainsi, des nations différentes par leur histoire, leurs héritages et leurs perceptions s'unissent autour d'un patrimoine commun et de valeurs communes. La difficulté réside dans cette conquête permanente d'une identité partagée qui se forge par étapes. Elle se construit progressivement par la redécouverte et l'apprentissage de ce qui unit mais aussi des différences qui enrichissent.

Un espace démocratique

L'autre enjeu directement lié au précédent est que se développe une pratique démocratique réelle afin que l'Europe devienne un espace partagé par l'ensemble de ses citoyens. Or, pour l'instant, l'intégration européenne n'a pas encore atteint un stade de maturité politique suffisant ; les citoyens ne sont pas conscients de former une opinion européenne ; l'Europe n'est donc pas encore politiquement perceptible.

Le projet de Traité constitutionnel constitue le premier acte de cette démocratie encore en chantier, dont les fondations reposent sur une double légitimité : celle des Etats-membres et celle des peuples qui forment ensemble la décision européenne.



Le parlement européen renforcé par le T.C.E.

est perfectible (notamment en matière sociale), il reste un modèle incomparable en tant qu'espace économique et financier intégré et régulé ; l'Europe est ainsi en capacité de résister à la puissance technologique, financière et médiatique américaine (c'est par exemple, parce que le droit européen l'a interdit que Boeing et Douglas n'ont pas pu fusionner pour devenir un monopole mondial).

L'outil juridique est donc essentiel ; il est fondamental de le consolider, le protéger et l'étendre (c'est le premier objectif de la Constitution européenne).

La prochaine étape pour l'Union européenne est bien de se structurer autour

Vers un projet politique

La Constitution européenne est donc une condition nécessaire mais pas suffisante. Après l'Europe du droit, c'est dans l'Europe du projet politique qu'il convient de s'engager. Cela passe par la définition d'objectifs politiques et la construction de projets concrets : Quelle politique industrielle ? Quelle stratégie de recherche et d'innovation ? Quelles actions en matière de formation ? Quelle politique étrangère et de défense ? Quels choix en matière de développement durable ?... pour que l'Europe puisse réellement peser sur les événements et jouer un rôle dans le système international.

Un des meilleurs niveaux revenus par habitant :

Selon une étude récente d'Eurostat (l'institut communautaire de statistiques), la Communauté Autonome Basque a, juste après Madrid, le meilleur niveau de revenus par habitant de toute l'Espagne. Il est supérieur de 17,8% à la moyenne communautaire. Avec un chiffre de 24 934 par habitant, la Communauté Autonome Basque se situe bien au-dessus de la moyenne espagnole (20 020 €) et dépasse même les moyennes de pays comme la France (23 908 €), l'Italie (23 073 €) ou l'Allemagne (23 005 €).

Un taux de croissance de 3% :

En 2004, le PIB de la Communauté Autonome Basque a connu une croissance de 3% soit une augmentation d'un demi point par rapport à 2003. Ainsi, le taux de croissance basque dépasse le taux atteint par l'ensemble de l'Espagne (2,7%) et même plus largement le taux moyen atteint par l'UE (2,3%). Une analyse par territoire montre que c'est l'Alava qui fait preuve du meilleur dynamisme avec un taux de croissance de 4,6%, tandis que la Biscaye et le Gipuzkoa sont à 2,7%.

Les prochaines élections au Parlement basque, le 17 avril prochain marquent
Nous faisons le point sur les forces en présence, le pro

Une équipe basque soudée face à un bloc espagnol disparate

Juan José Ibarretxe à la tête de la coalition entre EAJ-PNB et EA propose aux électeurs de la communauté autonome basque de continuer le 17 avril sur la voie du développement, du bien-être et de la co-souveraineté affirmée par consultation du peuple. Voilà le projet clair d'une équipe gouvernementale sortante qui a respecté ses engagements et qui expose ouvertement ses priorités et ses intentions.

En face...

Un parti populaire qui a féminisé sa tête de liste mais qui n'a pas changé son programme depuis mai 2001. Maria San Gil ancienne élue de Donostia présente le même projet aux Basques : sous couvert de lutte contre le terrorisme, mettre un terme à l'autonomie du Pays basque. L'une des raisons qui a amené le Lehendakari, puis son gouvernement, et enfin le Parlement basque, à définir un plan qui garantisse le respect de l'autonomie sans possibilité de rupture unilatérale comme le prévoit actuellement l'article 155 de la Constitution espagnole. La campagne Populaire comparable à celle qui avait échoué en 2001 ne semble pas remporter plus de succès et seulement 10 % de ceux qui vont voter pour le Parti Populaire croient en sa victoire. En fait il s'agit pour le PP de maintenir le même nombre de députés, ce qui ne sera pas aisé.

La troisième force ?

Le PSOE rêve de remporter ces élections. Les sondages prédisent que les socialistes devraient devenir la force principale, mais de l'opposition uniquement, en reléguant derrière eux le PP. Même si dans un acte contre-nature les socialistes s'alliaient avec les populaires, ils leur manqueraient encore des députés pour obtenir une majorité absolue. Devant cet état de fait, les socialistes de Madrid, Zapatero en premier, cherchent à modifier la répartition des sièges en calculant, pour leur strict intérêt particu-

lier, s'il est nécessaire de laisser se présenter la liste dite citoyenne Aukera Guztiak qui récupérerait des voix de Batasuna définitivement interdite. Qu'AG soit autorisée ou non à se présenter, ne sera pas un signe de démocratie de la part du gouvernement espagnol mais simplement une cuisine électoraliste pour essayer de modifier les résultats réels. Quand on sait que les méthodes utilisées pour interdire ou non la liste d'AG reposaient sur des écoutes télé-

Une nouvelle méthode a donc été inventée plus douce et plus acceptable. Mais attention, derrière les tonnes de sourires du pouvoir socialiste et les gestes de conciliation, se cache une nouvelle stratégie pour combattre les Basques.

La tactique de la douceur

Comme la force n'a pas marché, on fait le coup de la gentillesse. On nous parle de dialogue mais on n'abroge pas la loi sur les partis qui interdit l'expression de certains, on nous parle de statut réformé pour Euskadi mais sans préciser ce qu'on mettra dedans et sans transférer les 37 compétences prévues par l'actuel Statut de Gernika. En fait, Zapatero juste avant de rencontrer le démocrate (?!) Poutine à Paris a montré son vrai visage en prévenant, mais sans sa mansuétude habituelle, que si le PSOE n'a pas la majorité, il ne négociera pas. Une déclaration proche du chantage où il choisirait son interlocuteur, c'est-à-dire, ses propres amis, et où il déciderait lui-même de ce qu'il négocierait. Quant à la volonté du peuple, elle disparaît par profits et pertes ! On connaissait le concept d'auberge espagnole, on comprend mieux maintenant celui de démocratie espagnole.

Zapatero, le séducteur

Ses bonnes mœurs, son don de séducteur n'attirent pourtant pas autant qu'il espérait lors de cette pré-campagne électorale. Pour preuve, le nombre restreint de militants venus l'entendre dans une petite salle du Kursaal face à la multitude, quelques jours avant, qui avait accouru saluer le lancement de la campagne de Juan Jose Ibarretxe dans le grand auditorium de ce même Kursaal à Donostia.

Mais cette tactique plutôt grossière ne devrait cependant pas abuser les citoyens basques qui sauront le 17 avril choisir entre le marketing de séduction socialiste et le projet serein mais déterminé de la coalition abertzale.



J.J. Ibarretxe s'en remet aux Basques pour la 3^{ème} fois

phoniques et le manque de coopération avec les forces de sécurité d'Euskadi à propos d'un éventuel attentat contre le Lehendakari Ibarretxe, on se demande de quelle démocratie espagnole on nous parle !

Nouvel emballage, même produit espagnol

Il y a quatre ans Aznar avait lancé une campagne antibasque sans précédent sauf celle qu'avait menée Franco en 1936. Cette attaque frontale avait alerté tous les démocrates qui s'étaient fortement mobilisés en faveur des nationalistes basques. Cette année, Aznar est parti exposer sa vision planétaire dans le monde entier et Franco vient de perdre sa statue équestre à Madrid au grand dam du PP toujours nostalgique trente ans après.



NS DÉCISIVES

un tournant. Une victoire de la coalition PNB-EA garantirait un nouveau statut.
Programme de la coalition et ses candidats par province.

Pour une Euskadi d'avant-garde

L'accord électoral de la coalition EAJ-PNB/EA entend faire d'Euskadi un lieu d'entente, d'intégration et de prospérité durable. La direction tracée est la suite naturelle de la législature précédente marquée par le projet de nouveau statut.

Pour une Euskadi des droits de l'Homme

Retrouver une situation normale de paix et de tolérance qui passe par deux principes fondamentaux : le respect de la vie et le droit à décider du Peuple basque. Pour cela, Madrid doit respecter l'appel au dialogue et à la négociation réclamé par la société basque. Une certitude concerne la prochaine législature: elle marquera pour longtemps le futur politique d'Euskadi.

La coalition EAJ-PNB/EA s'engage à un contrat social pour répondre aux deux grands défis : "décider et avancer".

L'engagement politique : une législature pour décider

- Défense de la notion de respect
Toute personne doit pouvoir vivre et décider librement. ETA doit abandonner définitivement la violence. La coalition EAJ-PNB-EA respectera la volonté démocratique de la société basque, de toutes les personnes qui vivent et travaillent au Pays basque.

Une proposition démocratique

Le nouveau statut politique est le seul projet présenté publiquement. C'est un instrument fondamental pour apaiser le climat politique, mettre fin à la violence et normaliser les relations entre Euskadi et Madrid. La coalition EAJ-PNB-EA soutiendra donc sans réserve cette proposition. Elle confirme entre autres points la néces-



Signature officielle de l'accord électoral entre EAJ-PNB et EA

sité de resserrer les liens entre la Communauté Autonome basque et Iparralde. Le processus doit se dérouler dans le dialogue, la négociation et la décision. L'attitude de rejet pur et simple du projet de la part des Cortes espagnols est inacceptable. L'ouverture doit succéder au mépris.

Le dialogue doit être relancé sur la base de la proposition du nouveau statut en respectant in fine la décision des Basques. Cette dernière étape prendra la forme d'une consultation populaire.

L'engagement social : une législature pour avancer

- Une garantie : le respect de la parole donnée : hitza hitz

L'engagement éthique de défense des droits de l'homme, l'engagement démocratique de présentation d'une proposition de nouveau statut, l'engagement social visant à faire progresser Euskadi ont été tenus.

Euskadi est un pays qui avance. Les indicateurs économiques et sociaux l'attestent :

- le revenu disponible se situe à la tête de l'Etat espagnol et Euskadi est le 7ème pays d'Europe en richesse produite par habitant,
- le taux d'occupation des gens est le plus élevé de toute l'histoire,
- le taux de chômage est inférieur à la moyenne européenne et 2 points inférieur à la moyenne étatique,
- la loi d'égalité hommes-femmes vient d'être votée,
- 20 000 logements sociaux sont en train d'être réalisés,
- pratiquement 30 000 familles bénéficient du revenu minimum d'insertion,
- les indicateurs de santé sont très positifs,
- le système d'enseignement a progressé,

Pourtant, la recherche du progrès doit être permanente. Il faut poursuivre l'effort de croissance pour plus de bien-être, défendre un projet d'intégration sociale et de développement culturel, d'amélioration de l'environnement, d'ouverture à l'extérieur.

Les candidats de la coalition

Liste d'Araba

1. - Juan José Ibarretxe
2. - Rafa Larreina (EA)
3. - Covadonga Solaguren (PNB)
4. - Iñaki Gerenabarrena (PNB)
5. - Estafanía Beltran de Heredia (PNB)
6. - Nerea Antia (PNB)
7. - Javier Balza (PNB)
8. - Idoia Cuadra (EA)
9. - Xabier Agirre (PNB)
10. - Alberto Ortega (PNB)
11. - Maixel Azpillaga (PNB)
12. - Begoña Duque (EA)
13. - Yolanda Zabala (PNB)
14. - Claudio Rodriguez (PNB)
15. - M^{re} Isabel Solá (PNB)
16. - Santiago Merino (EA)
17. - Araceli Urzelai (PNB)
18. - Javier Carro (PNB)
19. - Estibaliz Ibañez (EA)
20. - Garbiñe Saez (PNB)
21. - Jone Berriozabal (PNB)
22. - Patxi Martínez de Albeniz (EA)
23. - Juan M. Ollora (PNB)
24. - Félix Ormazabal (PNB)
25. - Imanol Barrutia (EA)

Liste de Biscaye

1. - Juan M^a Atutxa (PNB)
2. - Idoia Zenarruzabeitia (PNB)
3. - Iñigo Urkullu (PNB)
4. - Joseba Azkarraga (EA)
5. - Izaskun Bilbao (PNB)
6. - Elixabete Piñol (PNB)
7. - Jose Antonio Rubalkaba (PNB)
8. - Gabriel Inclan (PNB)
9. - Jose Maria Gonzalez (PNB)
10. - Leire Corrales (PNB)
11. - Arantza Aurrekoetxea (PNB)
12. - Estibaliz Hernaez (PNB)
13. - Karmele Antxustegi (EA)
14. - Juan Antonio Arieta-Araunabeña (PNB)
15. - Ricardo Gatzagaetxebarria (PNB)
16. - Marcos Cucó (EA)
17. - Elena Unzueta (PNB)
18. - Fatima Ansotegi (PNB)
19. - Begoña Landa (EA)
20. - Miren Dobaran (PNB)
21. - Gorka Ugalde (PNB)
22. - Jon Ander Garate (EA)
23. - Begoña Basagoiti (PNB)
24. - Ibon Oñate (PNB)
25. - Edurne Gumuzio (EA)

Liste de Gipuzkoa

1. - Joseba Egibar (PNB)
2. - Unai Ziarreta (EA)
3. - Bakartxo Tejeria (PNB)
4. - Rafael Uribarrena (PNB)
5. - Onintza Lasa (EA)
6. - Gema Gonzalez de Txabarri (PNB)
7. - Juan Porres (EA)
8. - Eneko Goya (PNB)
9. - Nekane Altxelai (EA)
10. - Eider Mendoza (PNB)
11. - Luis Jesus Uribe-Etxebarria (PNB)
12. - Mirari Arruabarrena (PNB)
13. - Mikel Santiago (EA)
14. - Maribel Vaquero (PNB)
15. - Belén Maiza (EA)
16. - Iñigo Alberdi (PNB)
17. - Txaro Rodrigo (PNB)
18. - Alberto Unamunzaga (EA)
19. - Iñaki Zuluaga (PNB)
20. - Irune Berasaluze (PNB)
21. - Ikerne Badiola (EA)
22. - Itziar Agirre (PNB)
23. - Imanol Lasa (PNB)
24. - Marina Bidasoro (EA)
25. - Olatz Peon (PNB)



Vote du 17 avril : Ibarretxe met les points sur les i.

Une chance exceptionnelle, ce jour là ! C'est ce qu'il a déclaré le 22 février à la suite d'une brève analyse de la situation actuelle : d'un côté le Parti Populaire conservateur et le Parti socialiste veulent bien une modification du statut d'autonomie et même de la Constitution mais une gestion du Pays basque sous l'autorité, sous le "commandement" de Madrid. De l'autre, Batasuna refuse toujours de condamner la voie armée, une voie qui conduit au meurtre, à l'arrestation de prisonniers toujours plus nombreux et dont ils réclament ensuite eux-mêmes le rapprochement et la libération. Il y a là une contradiction. De plus Batasuna partage ses voix au parlement le plus souvent avec le PP et PSOE contre les dirigeants basques et IU. Le choix de l'électeur du Pays basque est clair : c'est pour lui une chance à saisir, une voie à choisir !

Coalition PNB-EA

Les listes sont définitivement constituées. Une fois l'accord intervenu entre le Parti Nationaliste Basque et Eusko Alkartasuna le choix s'est fait selon la procédure propre à chacune des parties en tenant compte d'une part, des incompatibilités dues aux charges électorales des divers candidats et d'autre part à la règle de l'égalité des sexes. La chose ne fut pas simple car nombreux étaient parmi les candidats et les candidates ceux qui étaient déjà député ou sénateur par exemple à Madrid.

Vote pro-européen nuancé en Navarre

Les résultats du scrutin constitutionnel européen du 28 février traduit un manque d'enthousiasme de la part des navarrais vis à vis de l'Europe. Avec 42 % de participation cette province se situe en fin de peloton et le tableau ci-dessous en est la preuve :

Participation :	200 000	soit 42 % du corps électoral
Abstention :	260 000	soit 58 % du corps électoral
Oui :	120 000	soit 65 % des voix
Non :	55 000	soit 30 % des voix
Blancs :	11 000	soit 6 % des voix

Une analyse plus fine permet de tirer quelques conclusions complémentaires. Les villages des bords de la Bidassoa proches du Labourd semblent les plus réticents au projet de Constitution soumis au vote. En voici quelques exemples : à Vera 522 non pour 734 oui, Sumbilla 63

Heureusement, la fréquence des scrutins au Pays basque a fait qu'une génération de spécialistes en la matière est apparue. Finalement dans chacune des 3 provinces basques 25 personnes ont été désignées et les listes approuvées par les militants lors d'assemblées tenues à cet effet. Il n'est pas possible ici d'entrer dans le détail (voir p 9). Au premier rang de la liste d'Araba nous trouvons Juan Jose Ibarretxe et Rafa Larreina (EA) avec eux, Iñaki Gerenbarrena, Nerea Antia, Javier Balza (ministre de l'Intérieur), Xavier Agirre et en fin de liste, Juan Maria Ollora et Felix Ormazabal les deux incontournables et bien d'autres. Pour la Biscaye, Juan Maria Atutxa, Idoia Zenarruzabeitia et Iñigo Urkullu précédant le ministre EA de la justice, Joseba Azkarraga, le fidèle Jose Antonio Rubalcaba. En Gipuzkoa, la liste est conduite par Joseba Egibar (PNB) et Unai Ziarreta (EA) et parmi d'autres, citons Rafa Uribarren Gonzalez de Txabarri (PNB) Juan Porres (EA) et Luke Uribe, animateur connu d'Udalbiltza. L'objectif reste à présent d'obtenir tous ensemble le maximum de sièges au parlement, la majorité absolue sinon une majorité relative. L'électeur ayant le dernier mot, il va de soi.

Les Verts européens satisfaits.

A la suite de la consultation en Espagne du 20 février dernier, Cohn Bendit et Monica Frassoni co-présidents du parti Vert d'Europe se sont déclarés très satisfaits des résultats obtenus en Espagne en faveur de la Constitution européenne.

NAVARROA

oui et 115 non et à Lesaka 386 oui et 443 non. Il faut noter que EA (Eusko Alkartasuna) conseillait de voter non. La tendance est moins marquée dans le Baztan (Elizondo et ses environs) 906 non et 999 oui. A Pampelune, capitale, on a comptabilisé 35 000 oui face à 20 000 non. A Estella il en va de même avec 2 500 oui contre 1 400 non ainsi qu'à Burlada (banlieue de Pampelune) 2 951 oui et 1 820 non. Si l'on se déplace plus loin vers l'Est et vers l'Ebre au Sud, les votes favorables prolifèrent ce qui ne doit pas surprendre quant on connaît bien la carte électorale navarroise. Ainsi à Sanguesa 1 271 voix sont favorables et 365 négatives, à Tafalla 2 300 en faveur 1 100 contre. Cette frilosité par rapport à la Communauté Européenne pourrait évoluer dans le temps. Il est possible que des liens plus étroits se tissent entre la Navarre et l'Est et cela pour des raisons essentiellement économiques. D'une part les productions maraîchères abondantes, celles des primeurs, font de cette province une cliente potentielle des pays aux hivers rigoureux. D'autre part, la production vinicole de plus en plus performante en qualité est pour la Navarre un atout intéressant dans l'avenir.

La ligne ferroviaire "Y basque"

La fonction d'Alvaro Amann, conseiller aux transports et travaux publics du gouvernement basque, n'est pas une sinécure loin s'en faut. Depuis près de six ans, il se bat comme un beau diable pour mettre en place une liaison ferrée à grande vitesse reliant Irun à St Sébastien, Bilbao et Vitoria en forme d'un y majuscule, d'où son nom. Le souci du gouvernement basque est d'assurer le développement multiforme du Pays basque et pour ce faire irriguer au maximum son territoire. La création de l'autoroute Irun-Bilbao financée par Madrid fut un pas considérable. D'autres ont été faits depuis. Le projet de voie ferrée devient de plus en plus pressant. Alvaro Amann s'emploie au maximum dans son rôle de stimulateur. Malheureusement, il est peu suivi par l'administration madrilène et le ministre en charge des transports Magdalena Alvarez. On parle même de repousser de 10 années la date des travaux. Le trafic routier lui ne cesse de croître pendant ce temps et de l'avis général la voie rapide de chemin de fer solutionnerait bien des problèmes. Le cabotage pour sa part a fait l'objet d'études déjà anciennes de la part des instances du Pays basque à titre de solution complémentaire et spécifique aux problèmes qui se posent. Face à l'urgence, le gouvernement de la Communauté basque vient de lancer un appel d'offre de travaux pour un premier tronçon de ligne à grande vitesse qui reliera la frontière Hendayaise au quartier des Bentas d'Irun et de décider un investissement immédiat d'un montant de 77 millions d'euros. Le Conseiller aux chemins de fer espère concrétiser une solution négociée avec Madrid. Le renouvellement du Parlement basque le 17 avril prochain pourrait éventuellement influencer sur le devenir de cette affaire !

Pampelune : le regard tourné vers "l'Y basque"

Dans la brève ci-dessus, il est question du projet de voie ferrée à grande vitesse (LGV) appelé "Y basque". Cette initiative du gouvernement Ibarretxe est suivie de près en Navarre par tous les dirigeants soucieux de l'avenir de ce territoire. Actuellement, la capitale Pampelune - Iruña est reliée à la voie ferrée internationale TGV Paris Madrid via Perpignan, Barcelone grâce à sa connexion avec Zaragoza. "L'Y basque" pose à la Navarre un dilemme : se connecter à ce réseau basque est indispensable économiquement, mais selon l'UPN néfaste politiquement, car cela crée un lien avec la Communauté Autonome Basque. Pourtant, économie oblige, elle souhaiterait dans l'avenir se brancher à l'Ouest avec la ligne internationale Paris Madrid via Hendaye et Irun. Pour y parvenir un projet très avancé existe qui reliait Zuasti (banlieue de Pampelune) à Ordizia près de Tolosa sur "l'Y basque". Ce nouveau tronçon long seulement de 42 kms comprendrait pas moins de 17 tunnels (sic) à cause surtout d'un environnement à respecter.



EAJ-PNB et la Navarre

(3^{ème} partie)

A la suite d'une présentation générale de la Navarre lors des deux précédents numéros, voici ce mois-ci, une entrevue avec Jose Angel AGIRREBENGOA, président de ce territoire au sein d'EAJ-PNB.

1- Quelle est l'évolution du sentiment basque en Navarre. Est-il en progression ?

D'après les dernières analyses socio-politiques, l'euskara est perçu maintenant comme la langue historique de la Navarre (lingua navarrum). C'est une composante de notre identité comme les fueros ou droits historiques de notre ancien Royaume. Cela se traduit par une progression devenue majoritaire sur l'utilité de l'euskara. D'après ces analyses, les gens se sentent avant tout Navarrais. 20% de la population se considère à la fois Navarraise et Basque et vote abertzale.

La violence d'ETA a non seulement porté atteinte gravement aux Droits de l'homme, mais elle a également nui à notre image, en nous assimilant au terrorisme. C'est le frein essentiel à notre progression.

2- Quels sont les aspects les plus négatifs de la politique de l'UPN, en plus de l'agression permanente contre l'euskara et la culture basque ?

Ce Parti a été créé par des personnes et des clans familiaux très liés à l'ancien régime franquiste. Ils ont également une forte influence sur l'économie navarraise tant dans la campagne avec les grands propriétaires terriens que dans l'élite entrepreneuriale des années 60 qui initia l'industrialisation et la croissance urbanistique de Pampelune. L'influence de l'Opus Dei est également déterminante.

La principale motivation de l'UPN est son anti-nationalisme basque, son alignement au PP et ses thèses ultra-conservatrices comme un ultra-libéralisme économique.

Son obsession anti-nationaliste l'a conduit à une politique d'aménagement du territoire privilégiant la zone de Pampelune et les rivages de l'Ebre, au détriment de la zone bascophone au nord.

Sa politique de communication, de transports et d'ouvrages publics tend à éviter systématiquement la Communauté Autonome Basque. Le projet de 2x2 voies entre Pampelune et Orthez par Ibañeta en est un exemple. Cela répond à la logique du PP de connecter Madrid et la Navarre avec la France en évitant dans la mesure du possible, la connexion actuelle par Irun et Hendaye.

3- Quelle est la situation actuelle d'EAJ-PNB en Navarre ?

La scission de 1986 a été terrible pour le nationalisme démocratique en Navarre. Actuellement, la coalition EAJ-PNB-EA a 3 représentants sur 50 députés au Parlement Foral dont 1 de l'alderdi.

Nous avons 16 Organisations municipales et des élus à Lesaka, Arantza, Doneztebe, Altsasu, Lizarra et Viana. A Pampelune, la coalition EAJ-PNB-EA a 2 conseillers municipaux de EA. Grâce au travail constant des exécutifs



José Angel AGIRREBENGOA

d'EAJ-PNB depuis la scission, mais aussi des élus et de notre parlementaire, nous sommes plus présents dans le monde politique, dans la société et dans les moyens de communication. Cela se traduit par une progression du nombre d'adhérents souvent jeunes.

4- Quels sont les points à travailler pour faire croître le Parti ?

- une plus grande présence dans les municipalités. Partout où nous avons des élus, nous progressons électoralement. Notre gestion est appréciée.

- Une présence constante dans la vie politique navarraise, grâce aux initiatives et positionnement de notre parlementaire, du Napar Buru Batzar et de l'EBB.

- "Navarriser" le discours nationaliste. Nos adversaires se servent du sentiment navarrais pour nous discréditer. Nous devons mener des actions et avancer des propositions adaptées, sans occulter notre idéologie.

- Ouvrir le Parti à la société, grâce à des conférences et des activités qui permettent d'approcher un maximum de personnes.

- Le soutien à l'euskara comme axe stratégique d'EAJ-PNB en Navarre, en accord avec la société qui considère de plus en plus l'euskara comme un élément de notre identité.

5- Comment voyez-vous les relations avec le Pays basque nord ?

Le gouvernement UPN est tourné vers Madrid. Nous devons donc travailler à la base entre associations culturelles, entre communes à travers le programme Hurbiltzen d'Udalbiltza. Les relations économiques sont aussi à réfléchir : nos entreprises respectives se connaissent peu.

6- A long terme, quels sont les points positifs pour que la Navarre et la Communauté Autonome Basque constituent une même entité ?

Le Nouveau Statut politique proposée dans la Communauté Autonome Basque permet cela si les Navarrais le souhaitent. De même en Navarre, notre proposition est de baser le futur de notre territoire à la volonté des Navarrais consultés par référendum.

A terme, la constitution d'une nouvelle entité entre les 4 provinces sera encouragée par l'évolution de l'économie régionale et la globalisation croissante. Des analystes sans relation avec le nationalisme basque comme Kenichi Omahe, démontrent que les petites unités régionales qui fonctionnent sur des bases identitaires comme une langue ou une culture propre sont plus réactives au changement et plus compétitives dans le marché globalisé que les grandes structures étatiques des anciens Etats-Nation.

7- Quelles sont les perspectives pour que l'abertzalisme parvienne au pouvoir en Navarre ?

Des mouvements de concentration ont lieu dans toute l'Europe avec l'émergence de deux grands partis comme le PSOE et le PP en Espagne. Par contre, nous, les abertzale navarrais sommes éclatés en 5 mouvements qui représentent entre 20% à 30% des voix. Cette désunion est préjudiciable.

Mais, le succès de la coalition électorale abertzale et euskalzale NAFARROA BAI, constituée à l'occasion des élections générales de mars 2004 est exemplaire. Actuellement, la Commission exécutive de Nafarroa Bai étudie les conditions et les accords nécessaires pour les élections au Parlement Foral en mai 2007. Nous pouvons devenir la seconde force politique. Notre Parti appuiera donc sans réserve cette option.



Juan Mari ATUTXA "L'homme courage"

Il n'était pas particulièrement destiné aux fonctions qu'il occupera par la suite dans la mesure où sa formation première était celle d'un responsable agricole. D'ailleurs ses amis de ce secteur ne l'ont pas oublié. Et l'ont appelé fréquemment à présider soit des concours agricoles, des assemblées générales de coopératives agricoles ou encore des comptes rendus statistiques au centre basque d'insémination artificielle de Deirio (Biscaye). Il y venait avec plaisir, disons que cela le changeait quelque peu de son quotidien surtout à une certaine époque. Mais le militant PNB (Parti Nationaliste Basque) qu'il a toujours été acceptera sans hésitation les missions difficiles qui lui seront confiées.

Monsieur courage

Il fallait un homme sûr, une personnalité solide et courageuse au ministère de l'intérieur à l'heure où la jeune communauté autonome basque commençait à se construire après des années d'oppression à l'heure où en parti débasquée elle faisait ses premiers pas. C'est la raison pour laquelle vers 1985 puis pendant plusieurs années il aura la responsabilité de cette police basque tant réclamée par le peuple et baptisée Ertzaintza. Elle est à reconstruire. En effet au moment du soulèvement franquiste, le gouvernement de Jose Antonio Aguirre avait créé cette unité composée alors de 1 500 agents motorisés. Sa durée fut très éphémère ont le sait du fait de la défaite militaire. En réalité, ces unités se voulaient les héritiers des polices municipales d'autrefois : les Mikeletes, les Minomes et les Forales. Juan Mari Atutxa prendra en main l'édification de cette force sécuritaire, sa promotion et lui apportera son soutien personnel.

Deux objectifs fixés :

le recrutement et la structuration

Le recrutement ne posera aucun problème. Les promotions vont se succéder au centre d'Arkaute, proche de Vitoria, de façon irrégulière car soumise au bon vouloir du pouvoir central



La structuration se fait selon les missions réservées aux forces de police. On peut les résumer de façon très brève :

Département	% des effectifs
• Sécurité Urbaine :	75
• Unités spécialisées :	12
• Police criminelle :	9
• Tâches administratives :	1,4
• Inspection générale :	1
• Professeurs – Académie :	0,6

ETA voulait son élimination.

Les résultats sont aujourd'hui patents mais le parcours du ministre de l'intérieur sera long et difficile. En dépit des accusations de complicité avec les terroristes de la part des uns et des pressions écrites et verbales, des menaces des autres, le plus haut responsable des forces de sécurité fera preuve de lucidité et d'un courage exemplaire. On savait sa vie en danger, il était la cible désignée, il le savait aussi. Des erzaina sont tombés ! Stoïque, on le verra constamment accomplir sa mission. Et sera toujours à la tête des cortèges funèbres aux côtés des familles quel qu'en soit le camp. Rien ne lui sera épargné mais rien ne l'arrêtera...

Le Parti Populaire souhaitait son incarcération.

Cette énergie de tous les instants Atutxa la déploiera par la suite parmi les parlementaires à la présidence du Parlement basque. Le cadre n'est pas le même, certes, mais les obstacles ne manquent pas. Très vite il imposera le respect si non la considération unanime. Les tensions et les coups bas sont le pain quotidien. Il y retrouve les mêmes antagonistes : les fondamentalistes abertzale d'un côté, les conservateurs de la droite populaire de l'autre. Pris en tenailles, il opposera avec respect mais fermeté le règlement intérieur aux uns et aux autres. Il lui en coûtera même d'être poursuivi en justice pour avoir soi-disant protégé les élus de Batasuna. Rien n'y fera, il fera front. Bien plus, son incarcération tant souhaité par le parti Populaire n'aura pas lieu. On a pu découvrir sur les écrans au matin du 14 janvier dernier sa démarche pleine de dignité et de détermination et sa haute silhouette dans les couloirs du Congrès des députés à Madrid. Aujourd'hui, le parti nationaliste basque a proposé à ses adhérents de lui renouveler leur confiance pour la présidence du prochain parlement basque 2005. Aucune voix ne lui a manqué sinon peut-être... la sienne.

J. Barreneche



L'économie à l'assaut de la République

Par Aitor ARANDIA

(EAJ-PNB)

Conseiller municipal de Baiona - Bayonne

Messieurs Hervé Gaymard (ex ministre de l'économie et des finances) et Jean-François Copé (Ministre du budget) viennent de vous envoyer le formulaire traditionnel de déclaration de revenus. Au dos de la gentille lettre d'accompagnement ils nous présentent le budget prévisionnel de l'État pour l'année 2005. Voilà donc une bonne occasion de se pencher de plus près sur les comptes de l'administration la plus centralisée d'Europe.

L'Etat en faillite

La première chose qui saute aux yeux est la différence entre les recettes et les dépenses. On prévoit d'avance des comptes négatifs c'est à dire un déficit de 45.2 milliards d'euros sur un budget de 350.2 milliards. Prévision très optimiste puisque le déficit tourne autour des 60 milliards depuis 2 ans.

Bon, une année difficile ça peut arriver à tout le monde mais le problème c'est que cela fait plus de vingt ans que cela dure et que ce déficit viendra s'ajouter aux 1065 milliards d'euros de dette accumulée. Celle-ci représente la bagatelle de 17.000 euros par habitants, soit 68.000 euros pour une famille de 4 personnes. Alors vous me direz que l'emprunt est nécessaire pour le développement, oui mais à condition d'être capable de rembourser, ce qui n'est pas le cas de l'Etat.

D'ailleurs, depuis 3 ans la France ne respecte plus le pacte de stabilité européen qui fixe à 60% la barre maximum de la dette par rapport au PIB (elle dépasse les 65% en 2004). Le déficit dépasse lui aussi largement les limites fixées par l'Europe.

Avec un tel déséquilibre financier, la France emprunte pour rembourser, non pas la dette, mais les intérêts de la dette : 46.2 milliards en 2002, 45.9 milliards en 2003, 47.2 milliards en 2004. Combien en 2005 ?

Cette situation se traduit aussi par des retards de plus en plus importants du

versement des participations de l'Etat dans les projets locaux quand ce n'est pas un désengagement pur et simple comme on vient de le constater pour le volet culturel de la Convention Spécifique du Pays basque mais aussi ailleurs sur des projets importants d'infrastructures.

L'Etat n'a plus de marge de manœuvre et ne peut que tenter d'éteindre les foyers de mécontentement qui s'allument un peu partout.

Le modèle français dépassé :

Le chômage est remonté à 10% de la population active. La France se place désormais à la 19ème place des pays de l'OCDE par rapport au Produit Intérieur Brut (PIB) et en queue de peloton pour la croissance. L'effort de recherche est en baisse depuis 10 ans. Le secteur industriel n'est plus compétitif et l'Etat vient à la rescousse des fleurons en faillite tels que Alstom tout en abandonnant de nombreuses PME. Dans le domaine social, on nous prédit les pires scénarios pour les retraites futures, l'Asedic diminue ses indemnités, la sécurité sociale bat tous les records de déficit et les services de proximité comme les crèches sont insuffisants sans parler de l'habitat social. Tout ceci traduit l'incapacité chronique de la France à se réformer et à s'adapter à la société du 21ème siècle. L'économie a fait tomber le Communisme elle s'attaque désormais à la République.

L'exemple d'un pouvoir de proximité :

La récession n'est pas une fatalité, et il suffit pour cela de regarder l'évolution de la communauté autonome basque. Croissance moyenne de 4% depuis 10 ans. Revenus moyens doublés en 15 ans. Chômage descendu à 7% de la population active, en baisse depuis 15 ans. Une industrie restructurée et très compétitive. Quelle est donc la recette d'un tel redressement quand on sait que l'économie basque était sinistrée il y a 20 ans ? La réponse se résume en un mot : autonomie. Grâce à elle, le Gouvernement Basque a créé les outils qui ont permis d'organiser et de financer un plan de développement économique : la SPRI (promotion et reconversion industrielle), SPRILUR (gestion de terrain industriel), EZTEN (société de capital risque), EVE (énergie). Ces moyens ont été mis à profit par des hommes et des femmes qui ont fait preuve de dynamisme et de volontarisme car ils se sont reconnus dans un projet politique en cohérence avec leur histoire et leur identité : l'autonomie du Pays basque.

Le Pays basque nord, quant à lui, est aspiré dans la tourmente française et subit les choix de Paris, de Bordeaux ou de Pau sans pouvoir décider de son avenir. Si les Basques veulent sortir de cette dépendance il leur faudra obtenir l'autonomie institutionnelle qui leur permettra d'avoir les cartes en mains.

KILIKATA

La Korrika est passée par ici ce mois-ci, elle repassera par là dans deux ans. C'est vrai que le combat en faveur de l'Euskara est peut-être une course contre la montre, je vous demande donc de bien vouloir m'accorder une minute. C'est bien de courir, de montrer son attachement à notre langue, l'âme de nos âmes, la moelle de nos os, la prune de nos yeux, le tout-ci tout-ça du tralala... ce serait quand même mieux de la parler ! Qu'un clamping de Guingamp qui s'est fixé chez nous se fiche comme une

guigne de l'euskara, je peux le comprendre (s'il se fichait déjà du breton !), qu'un autochtone bon teint ne s'y intéresse pas, c'est malheureusement courant, mais qu'un abertzale (jeune de surcroît) estime qu'il peut s'en passer, là, je rue dans les brancards, je hurle à la mort, à l'imposture, au sacrilège, au foutage de gueule en cinémascope ! Vous me direz qu'il ne sont pas très nombreux, je vous répondrai qu'un seul serait encore un scandale insupportable, une arnaque colossale, une bouffonnerie cosmique.

Non mais, voilà des gens qui militent pour que le basque soit officiel au Pays basque, qu'on l'enseigne dans nos écoles, qu'on l'écrive, le diffuse, en prime time, en clair, sur toutes les ondes et par tous les moyens, voire qu'on lui dresse une statue ou rêvent secrètement in petto qu'on en fasse la seule langue obligatoire d'une République basque et impu- trescible, bref que tout le monde le parle partout et tout le temps... sauf eux ! Vous avouerez... Messieurs les adulateurs fossoyeurs, gau on !





Comment s'organise un Kayolar

La fondation du Kayolar

On a l'habitude de désigner par kayolar (cuyala en Béarnais), l'espace où le berger passe l'été. La petite prairie herbeuse est appelée saria, soroa ou sorhoa. Quant au bâtiment on dira olha en Soule, etxola plus à l'ouest et txabola au Sud. On dit parfois borde, c'est un terme impropre, sauf pour un bâtiment qui abrite le troupeau.

Cayolar : espace clos, situé en haute montagne, au milieu duquel se trouve une cabane, et qui sert de refuge aux bestiaux qu'on y mène et garde. L'un de ceux qui avaient choisi un emplacement destiné à un cayolar lançait "à quatre divers élans", une hache ou cognée vers les quatre points cardinaux. Une ligne circulaire passant par les points où était tombée la hache, constituait un cayolar et ne pouvait être portée au delà.

La semaine du berger : Asteka

(selon D. Peillen, Bulletin du Musée Basque n°28)

Chaque cayolar comptant en moyenne six parts, il y a six fonctions, tirées au sort le dimanche de printemps où l'on organise la montée.

Etxekandere, la Maîtresse de maison s'occupe essentiellement de la fabrication du fromage.

Artzan Nausi, le maître-berger, ramasse le troupeau pour la traite, puis le mène aux divers pâturages, qui sont très bien définis, selon les lieux.

Artzan-Mithil, l'aide berger, il aide à la garde et à la traite, il relèvera le maître-berger durant sa pause repas.

Antxuzain, gardien des brebis non laitières et, autrefois des moutons.

Axurzain, le gardien des agneaux.

Neskato, la servante aide la Maîtresse de maison à la confection et au soin des fromages.

On changeait de rôle tous les jours de poste, c'est une vraie polyvalence.

Les pâturages étaient différents, selon les catégories, le rôle de surveillance était très important, seul le gardien des agneaux (toujours dissipés) était dispensé de traite.

Pour les repas, chacun apportait ses provisions et faisait sa popote. Les bergers étant souvent 7, celui qui était de "repos", redescendait avec l'âne de service, avec quelques fromages et remontrait ses provisions pour la semaine. Cela quand le cayolar était assez près du village. Sinon, il était Hor-Uzkia, ou cul de

chien, il passait sa journée à se reposer, pêcher ou bricoler.

Le repas d'après traite du matin est le plus consistant : lard, œufs, café et pastetx, la galette de blé et de maïs.

Le repas de 13h est plus rapide, soupe au lard et à l'oignon et fromage.

Le partage des troupeaux : le txotx

Le nombre de brebis dans un kayolar était calculé sur la base du txotx, l'unité de mesure, soit 60 brebis. Au total et en

système très particulier, de devenir une institution fondamentale de l'organisation agro-pastorale en Soule.

Les repas

Alors que tout était commun pour le travail, tout était individuel pour la vie dans l'olha. Il faut rappeler que chacun montait sa nourriture pour la semaine, et que ce n'était pas période d'abondance : une douzaine d'œufs, un morceau de lard séché (golkoa, du "goulat"), ail, oignons, pour la soupe rapide (laster salda), et 14 mesures de farine (2/3



Le kayolar d'antan, loin du confort actuel.

théorie, puisqu'il pouvait y avoir des variations, 6 mesures de 60 brebis, pour un total de 360 brebis.

Ces 6 txotx correspondaient aux 6 personnes qui se relayaient tout au long de la semaine.

Pour un txotx de 60 brebis, il y avait souvent plusieurs propriétaires, car les troupeaux étaient petits. Par exemple, un txotx était formé de 3 troupeaux de 20, difficile de tomber juste, alors on "louait" quelques brebis à un colocataire, toujours pour le respect de la règle, les voisins réglaient cette location avec les parts de fromage de fin de saison. Chaque txotx envoyait donc un berger tous les 6 jours ; cette colocation permettait aussi de s'arranger, ainsi un jeune montait plus souvent, pour remplacer un vieux, un malade, ou pendant les grosses récoltes, ou encore des événements importants. Les équilibres étaient faits à l'intérieur même du txotx.

Il y avait donc 6 txotx, chacun jetait un regard particulier sur le sien, mais en fait chaque berger avait, à son poste, la responsabilité des 360 brebis.

Cette règle mathématique, avec ses réajustements internes, a permis à ce

maïs, 1/3 blé), pour fabriquer le talo ou pastetx, la galette cuite à la braise. Une mesure de farine était la quantité que l'on prenait dans le sac, avec les mains réunies en coquille.

Chacun faisait son repas, en fait il semble qu'en général, une seule personne, plus douée ou plus motivée, faisait le pastetx pour tous, en prélevant la quantité de farine dans le sac de chacun, et faisait aussi la soupe, pour la soupe rapide (laster salda) de 13h.

Pour le reste, avec une poêle à long manche et devant le feu, il fallait faire cuire son œuf et son lard. Le menu n'était pas varié, seuls quelques piments et tomates, montés fin Août, amélioraient l'ordinaire.

Ils mangeaient peu de fromage, car c'était une valeur marchande ; par contre, ils se fabriquaient du caillé et avaient zemera ou zemera, tout le breuil pour eux, soit sucré (rarement), soit salé.

Comme pour le reste, il y avait une règle quasi monastique pour la vie de tous les jours.

Ph. Sabato



Histoire du Nationalisme Basque

L'évolution "espagnoliste" de Sabino Arana.

par Jean-Claude Larronde

Cet épisode constitue sans nul doute l'épisode le plus mystérieux et le plus obscur des premières années du nationalisme. Durant cet épisode (juin 1902 à juin 1903), Sabino proposera la création d'un nouveau parti : la "Ligue des Basques espagnolistes".

Le 22 juin 1902 (alors que Sabino était en prison) parut dans La Patria un article non signé mais écrit par lui-même intitulé "Grave et Important". Cet article indiquait que Sabino avait abandonné toute idée nationaliste et qu'il était en train de travailler à la fondation d'un nouveau parti politique qui ne remettrait pas en question l'unité de l'Espagne ; Sabino n'adhérerait pas lui-même à ce nouveau parti et dorénavant se consacrerait aux études historiques et linguistiques.

Ce fut une grande stupeur parmi les nationalistes ; la nouvelle tomba comme la foudre et fut diversement commentée à Bilbao. Sabino dans une interview une semaine plus tard, expliquera lui-même les motifs de ce bouleversement.

"Les motifs de cette disposition sont manifestes. Jusqu'à maintenant, on nous a nié le droit d'association, de réunion, d'avoir des journaux ; aujourd'hui on nous nie le droit, né de l'élection : nos élus à des charges administratives sont suspendus par le Gouvernement pour la seule raison que ce sont nos élus. Il serait moins injuste qu'ensuite on nous enlève les droits électoraux... S'agissant de nous, on ne légifère pas, il n'y a pas de loi : seulement un Gouvernement dictateur, parfaitement capricieux, qui aujourd'hui permet ce que le lendemain, il condamne et vice-versa. Voilà le motif".

Il convient de préciser que la publication de l'article annonçant le changement de politique survenait 4 jours après la suspension par le Gouvernement Civil de Bizkaye des dix conseillers nationalistes de Bilbao (dont trois adjoints au Maire). Ils étaient accusés d'avoir remis au

ligne politique du nouveau parti : il s'agissait d'obtenir "une autonomie la plus grande possible au sein de l'unité de l'Etat espagnol et en même temps la plus adaptée au caractère basque et aux nécessités modernes".

Durant un an, jusqu'en juin 1903, une Commission d'Ins-cription chargée de recueillir les soutiens à Sabino fonctionna à Bilbao et continua la campagne en faveur de la nouvelle politique et de la création de la "Ligue de Basques espagnoliste". Mais cette ligue ne vit jamais le jour ; après juin 1903, on ne parle plus de son programme, ni de sa création : l'idée fut complètement abandonnée, et cela, cinq mois avant la mort de Sabino. De plus, la nomination par Sabino de son successeur Angel de Zabala Ozamiz, Kondaño, le 30 septembre 1903 signifiait la fin de cette "évolution espagnoliste" car ce dernier - comme le frère de Sabino, Luis - était opposé à cette création et à toute déviation par rapport au nationalisme primitif.

Les mobiles tactiques sont les plus plausibles pour la signification profonde de cet épisode. Sabino, lui-même en prison et convaincu de l'impossibilité en ce moment donné, d'une action légale pour une politique nationaliste, rechercha un nouveau chemin pour sauver les caractéristiques linguistiques et historiques du peuple basque, abandonnant sans doute provisoirement, la finalité de l'indépendance politique d'Euzkadi.



Portrait de Sabino Arana, à l'occasion du centenaire de sa mort

Commandant d'une frégate argentine qui faisait escale à Bilbao, un Message qui comme le télégramme de Sabino à Théodore Roosevelt, traduisait la volonté de faire connaître à l'étranger le problème basque.

Dans l'interview cité, Sabino traçait la

NOTRE HISTOIRE

LIBRYVA



Iholditik Arizonara
1952-1959

Les chants basques
de Charles Uhalde

Présentés et traduits en français
par Claude Mehats



Son service militaire accompli, Charles Uhalde part en 1952 pour s'installer dans l'Idaho.

La plupart des chants présentés et traduits sont de ces temps-là : de la période du service militaire en France aux premières années de l'installation aux Etats-Unis.

Il pourrait donc bien s'intituler, en paraphrasant la célèbre titre d'Oyhénart de 1657, Uhalderen gaztaroa : "la jeunesse d'Uhalde".

Claude Mehats, jeune historien, a recueilli ses 36 poèmes de qualité.

LIVRE

ÉDITIONS

Maiatz



ABERRI EGUNA :

rendez-vous à Amaïur, Bilbo et Donibane Lohitzune

Adhérents et sympathisants d'EAJ-PNB sont invités à se retrouver en 3 lieux pour célébrer l'Aberri eguna, la fête nationale des basques, le 27 mars. Pour mémoire, on rappellera que cette date, le dimanche de Pâques, avait été choisie par Sabino Arana Goiri, le père du nationalisme basque.

Udabiltza, PNB-EA à Amaïur 9h30

Le 1er acte aura lieu dans un lieu très symbolique, à Amaïur en Navarre. C'est là, à quelques kilomètres d'Elizondo, qu'eut lieu le dernier combat entre la Navarre indépendante et la Castille. L'issue de la bataille devait sonner le glas

de l'indépendance de la province basque.

A l'appel d'Udalbide-Udabiltza, le rassemblement des élus du Pays basque, on se retrouvera devant le monument dressé sur les ruines du château d'Amaïur dès le matin, à 9h30. 3 élus y prendront la parole en respectant les 3 langues qui ont cours actuellement en Pays basque : Jesus Mari Agirre Zabalaga (maire de Deba) en euskara, Julian Eizmendi (maire d'Azpeitia) en castillan et Ramuntxo Camblong (conseiller municipal à Angelu-Anglet) en français. Josu Jon Imaz et Begoña Errazti, qui président respectivement EAJ-PNB et EA, seront présents côte à côte. Comme ils le sont dans la campagne électorale qui a lieu actuellement dans les 3 provinces de la communauté autonome basque. Le rassemblement navarrais se poursuivra par un repas à Elizondo.



EAJ-PNB,

Grand rassemblement plaza berri à Bilbo

Le marathon commencé en Navarre le matin continuera pour le jeune président d'EAJ-PNB. A midi, il sera aux côtés du lehendakari Juan Jose Ibarretxe pour être véritablement au cœur de la société basque à Bilbao. Les militants investiront le vieux quartier et plus précisément à Plaza berri.

EAJ-PNB Iparralde à Donibane Lohitzun

devant la stèle d'Agirre, rue Gambetta à 18h30

Le 3ème et dernier acte de cet aberri eguna 2005 concernera plus particulièrement les militants et sympathisants d'Iparralde. Le biltzar de Donibane Lohitzun organise à 18h30 une cérémonie devant la stèle du lehendakari Agirre, boulevard Thiers. Après les prises de paroles de Ramuntxo Camblong et de Jean Marc Quijano, le défilé, musique en tête et ikurriña au vent, se rendra au nouveau batzoki. Là, un apéritif et un buffet permettront de clôturer de façon conviviale l'édition 2005 de l'aberri eguna.

Donibaneko Batzokia

<i>Apirila</i>	<i>17/04/05</i> 20h00
<i>02/04/05:</i>	<i>Hegoaldeko</i>
<i>Biltzarra</i>	<i>Hauteskunde</i>
<i>09/04/05</i> 19h30	<i>gaua</i>
<i>Mus gaua</i> <i>eta Danpi-</i> <i>ren Afaria</i>	<i>23/04/05</i> 19h30 <i>Nelly-ren</i> <i>Afaria</i>

L'association Bidassoa

a le plaisir de vous inviter à l'occasion du 60^{ème} anniversaire des combats de la Pointe de Grave (Gironde) où s'est illustré le Bataillon de Gernika formé par le Gouvernement autonome basque en exil à la conférence de :

Jean-Claude LARRONDE

Le bataillon de Gernika : 60^{ème} anniversaire de la Libération du Médoc et de la Pointe de Grave (avril 1945)

Le mardi 19 avril 2005 à 18h30
à l'auditorium de l'Hôtel Hélianthal,
Place de la Pergola à St Jean de Luz.

A l'issue de la conférence,
une réception aura lieu à l'Hôtel Hélianthal

RENSEIGNEMENTS

25 rue Thiers karrika - 64100 BAIONA

Tél. 05 59 46 15 34 - Fax. 05 59 59 54 84

e.mail : lema@eaj-pnb.com - Site : <http://www.eaj-pnb.com>

Heures de permanence :

du lundi au vendredi de 9h00 à 13h00 et de 14h00 à 18h00

Abonnement annuel : 15 euros

